



## PRÉFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

CABINET  
Bureau de la sécurité intérieure

Perpignan, le 21 mai 2015

Dossier n° 2015/0114

Arrêté Préfectoral n° PREF/CABINET/BSI/2015141-0001  
portant autorisation de modification d'un système de vidéoprotection autorisé  
pour la commune de Saint-Hippolyte (66510)

### LA PRÉFÈTE DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite  
Chevalier du Mérite Agricole

**VU** le Code de la Sécurité Intérieure (partie législative), notamment ses articles L223-1 à L223-9 et L251-1 à L251-8, L252-1 à L252-7; L253-1 à L253-5, L254-1, L255-1 ;

**VU** le Code de la Sécurité Intérieure (partie réglementaire), notamment ses articles R223-1 à R223-2, R251-1 à R251-12, R252-1 à R252-12 et R253-1 à R253-4 ;

**VU** le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application des titres II (chapitre III) et V du livre II du code de la sécurité intérieure ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection et ses annexes techniques ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2013332-0014 du 28 novembre 2013 relatif à l'exploitation d'un système de vidéoprotection sur le territoire de la commune de Saint-Hippolyte ;

**VU** la demande d'autorisation de modification d'un système de vidéoprotection présentée par Madame le Maire de la commune de Saint-Hippolyte, et ayant fait l'objet d'un récépissé de dépôt le 10 avril 2015 ;

**VU** l'avis de la Commission Départementale de Vidéoprotection en date du 28 avril 2015 ;

**CONSIDERANT** qu'il ressort des éléments fournis par le demandeur que des vols, des cambriolages et des actes de vandalisme sur des biens privés et publics ont été constatés sur l'ensemble de la commune de Saint-Hippolyte ;

**CONSIDERANT** le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques susmentionnés ;

### ARRETE

**Article 1** Madame le Maire de la commune de Saint-Hippolyte, est autorisée, dans les conditions fixées au présent arrêté, à procéder à la modification d'un système de vidéoprotection autorisé sur le territoire de sa commune, portant sur l'ajout et le déplacement de caméras, sur les sites suivants :

- Intersection boulevard de la Marine et avenue Paul Riquet
- Place de la République
- Place Saint-Michel
- Abords des écoles, chemin du Boutou
- Abords du cimetière, avenue Paul Riquet
- Parc des Quatre Chemins, rue des Jonquilles
- Entrée Est, rond-point sur D11, route de Saint-Laurent-de-la-Salanque
- Entrée Nord, rond-point sur D11, route de Salses-le-Château
- Entrée Sud D41, vers Clairas et Rivesaltes via D83
- Entrée Sud D41A, vers Clairas et littoral via D83

- Hôtel de Ville, boulevard de la Marine
- Hôtel de Ville, 1 avenue Paul Riquet
- Espace du Docteur Gaston Banet, 22 rue de la Massane

Cette modification intervient sur l'installation précédemment autorisée pour une durée de cinq ans par arrêté préfectoral n° 2013332-0014 du 28 novembre 2013 et porte à 24 (*1 caméra intérieure, 6 caméras extérieures et 17 caméras voie publique*) le nombre de caméras autorisées.

Ce dispositif poursuit les finalités suivantes : sécurité des personnes, secours à personne, défense contre l'incendie, prévention des atteintes aux biens, protection des bâtiments publics et prévention du trafic de stupéfiants.

**Article 2** Le public est informé de la présence de ces caméras, sur le territoire de la commune citée à l'article 1<sup>er</sup>, par une signalétique appropriée, claire, permanente et significative, située sur chaque site, de l'existence du système de vidéoprotection.

Les affichettes mentionneront les références des dispositions législatives et réglementaires susvisées ainsi que les coordonnées du service et la fonction du titulaire auprès duquel s'exerce le droit d'accès aux images.

**Article 3** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 10 jours.

**Article 4** Madame le Maire de la commune de Saint-Hippolyte, responsable de la mise en œuvre du système, doit se porter garante des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées et/ou enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

**Article 5** Les fonctionnaires des services de police, de gendarmerie, de douanes et/ou d'incendie et de secours, dûment habilités et désignés dans les conditions fixées par les articles L252-3 et R252-12 du code de la sécurité intérieure susmentionnés, peuvent accéder à tout moment aux images et enregistrements de ce système de vidéoprotection autorisé dans les conditions fixées à l'article 1<sup>er</sup>. Le délai de conservation des images par ces derniers ne peut excéder 30 jours, sauf lorsqu'elles sont utilisées dans le cadre d'une enquête préliminaire, de flagrante, ou d'une information judiciaire.

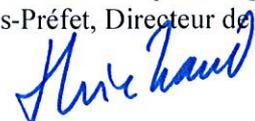
**Article 6** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 7** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressée ait été mise à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.251-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253.5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article R252-11 du code de la sécurité intérieure susvisé ou encore en cas de modification des conditions au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

**Article 8** La présente autorisation est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture. Elle peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressée ou de sa publication.

**Article 9** Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet et le Commandant le groupement de gendarmerie des Pyrénées-Orientales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur est adressé.

Pour la Préfète et par délégation  
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet



Thomas THIEBAUD